

Mobilisations citoyennes le 21 septembre autour du sommet climatique de l'ONU du 23

jeudi 18 septembre 2014, par [Yveline Nicolas](#)

Un sommet climatique est organisé par le secrétaire général de l'ONU le 23 septembre 2014 à New York.

Un mouvement mondial de la société civile appelle à manifester. A Paris, rassemblement à 14 h dimanche 21 septembre Place de la République (avec tambours et habits verts). La marche sera suivie d'un rassemblement sur la Place de l'Hôtel de Ville.

Sommaire de cet article

- [Présentation du sommet](#)
- [Mobilisation d'organisations de la société civile](#)

Présentation du sommet

Un sommet climatique est organisé par le secrétaire général de l'ONU le 23 septembre à New York. Cet événement se situe « en plus » du processus de négociation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques actuellement en cours en vue de la 21 conférence des parties qui a lieu en France en décembre 2015. Aucune négociation officielle n'interviendra donc le 23 septembre.

« Ban Ki-moon, a invité les dirigeants mondiaux – représentants des gouvernements, du monde de la finance, des entreprises et de la société civile – au Sommet sur le climat pour donner un nouvel élan à la lutte contre les changements climatiques. Il leur a demandé d'y annoncer des mesures audacieuses visant à réduire les émissions, à renforcer la résistance aux changements climatiques et à mobiliser les volontés politiques en vue de parvenir à un accord juridique significatif en 2015. Le Sommet sur le climat offre aux dirigeants une occasion unique de défendre une vision ambitieuse qui, associée à des actions concrètes, permettra de parvenir à un accord mondial d'envergure en 2015 » ; « le Sommet sera axé sur les mesures et les solutions pouvant être mises en œuvre par les États, pris individuellement ou collectivement, agissant en collaboration avec divers acteurs du secteur privé et de la société civile, en vue d'accélérer les progrès, notamment dans les domaines d'intervention suivants, qui permettraient dans une large mesure de réduire les émissions et de renforcer la résilience : l'énergie ; les forceurs climatiques à courte durée de vie ; les milieux urbains et les transports ; l'agriculture et la sylviculture durables ; les activités d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe ; et le financement de l'action climatique et les facteurs économiques ».

- Site officiel du sommet : <http://www.un.org/climatechange/summit/fr>

Mobilisation d'organisations de la société civile

- [Marche à Paris dimanche 21 septembre](#)
- <http://peoplesclimate.org>
- <http://350.org>
- [Rencontre Alternatiba Ile-de-France, à Gonesse, 20 et 21 septembre](#)

Adéquations est signataire de la position internationale ci-dessous

Se mobiliser et s'organiser pour éviter et stopper la fièvre de la planète !

Lorsque nous, les êtres humains, avons de la fièvre, nous nous inquiétons immédiatement et nous agissons. Après tout, nous savons que lorsque la température de notre corps augmente de 1,5°C, jusqu'à 2°C au dessus de la moyenne, c'est sérieux, tandis qu'une augmentation de 4-6°C, ou plus, peut conduire au coma voire à la mort.

Il en est de même quand la Terre est touchée par la fièvre. Au cours des 11.000 dernières années, la température moyenne de la planète était d'environ 14°C. L'augmentation de la température moyenne globale est d'ores-et-déjà d'environ 1°C. Si nous ne prenons pas les mesures appropriées tout de suite pour arrêter la propagation de cette fièvre, les prévisions nous disent que la planète est sur la voie d'une augmentation de la température moyenne comprise entre 2°C et 6°C d'ici la fin du siècle. Dans ces conditions, la vie sur Terre, telle que nous la connaissons, pourrait changer radicalement.

Nous n'avons pas d'autre choix que de passer immédiatement à l'action. Mais pas n'importe quelle action, une action juste, au bon moment. Par exemple, lorsqu'un être humain a de la fièvre, il doit se reposer, s'hydrater abondamment, prendre le bon médicament et, si la fièvre persiste et continue d'augmenter, il doit aller voir un médecin pour identifier la véritable cause de la fièvre, qui peut aller d'une simple infection à des maladies mortelles comme le cancer.

La bonne prescription

Dans le cas de la fièvre planétaire, la bonne prescription nécessite de mener et d'appliquer, a minima, les 10 actions suivantes :

- 1. Prendre des engagements contraignants immédiats - et non des engagements volontaires - pour maintenir l'augmentation de la température globale en deçà de 1,5°C d'ici la fin du siècle, en réduisant les émissions de gaz à effets de serre en deçà de 38 gigatonnes d'ici 2020.
- 2. Laisser reposer la Terre en prenant des engagements contraignants pour maintenir plus de 80% des réserves connues d'énergies fossiles dans le sol et sous le plancher des océans.
- 3. Abandonner les logiques extractivistes en imposant des interdictions sur toute nouvelle exploration et exploitation de pétrole, de sables bitumineux, d'hydrocarbures de schiste, le charbon, d'uranium et de gaz naturel, y compris sur la construction de nouvelles infrastructures comme le pipeline Keystone XL.
- 4. Accélérer le développement et la transition vers des énergies alternatives renouvelables comme l'éolien, le solaire, la géothermie et l'énergie marémotrice basées sur une propriété et un contrôle collectifs et citoyens.
- 5. Promouvoir la production et la consommation de produits locaux et durables pour répondre aux besoins fondamentaux des populations et éviter le transport de marchandises qui peuvent être produits localement.
- 6. Transformer les agricultures industrialisées et orientées à l'exportation vers des productions agricoles répondant aux besoins alimentaires locaux basés sur la souveraineté alimentaire.
- 7. Adopter et appliquer des stratégies de zéro déchets pour le recyclage et l'élimination des déchets ainsi que pour la rénovation des bâtiments dans le but de réduire les consommations d'énergie liées au chauffage.
- 8. Améliorer et développer les transports en commun pour le déplacement des personnes et des marchandises dans les centres urbains et entre les villes des régions urbanisées par des lignes ferroviaires efficaces.
- 9. Développer de nouveaux secteurs de l'économie visant à créer de nouveaux emplois qui rétablissent l'équilibre du système Terre, tels que des « emplois favorables au climat » (climate jobs) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et restaurer la planète.
- 10. Démanteler l'industrie de l'armement et l'infrastructure militaire dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre générées par la guerre, et de récupérer les budgets militaires pour promouvoir une paix véritable. Les mauvaises prescriptions

Dans le même temps, nous devons également être conscients que toutes les actions ne sont pas des mesures appropriées et que certaines initiatives peuvent aggraver la situation. Notre défi le plus urgent

réside sans doute dans le fait que les grandes entreprises détournent l'agenda climatique à leur profit pour tirer avantage des crises. En réponse, nous devons leur envoyer un message fort et clair : « Arrêtez d'exploiter la tragédie du changement climatique » !

Plus précisément, nous devons résister au « verdissement du capital », présenté comme la solution, en rejetant les politiques, stratégies et mesures suivantes :

- La marchandisation, la financiarisation et la privatisation des fonctions de la nature à travers la promotion d'une « économie verte » factice qui consiste à mettre un prix sur la nature et créer de nouveaux marchés de dérivés qui ne feront qu'augmenter les inégalités et accélérer la destruction de la nature.
- Cela signifie dire non aux dispositifs REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts), aux projets d'« Agriculture intelligente face au climat » (climate smart agriculture), de Blue Carbon et de compensation de la biodiversité, qui sont tous conçus pour créer de nouvelles activités à but lucratif pour le secteur privé et financier.
- Rejeter les solutions techno-scientifiques telles que la géo-ingénierie, les organismes génétiquement modifiés, les agrocarburants, la bio-énergie industrielle, la biologie synthétique, les nanotechnologies, la fracturation hydraulique, les projets nucléaires, la production d'énergie basée sur l'incinération des déchets etc.
- S'opposer aux grands projets d'infrastructures inutiles qui ne bénéficient pas à la population et qui sont des contributeurs nets à l'effet de serre tels que les méga-barrages, les autoroutes, les stades de coupes du monde, etc.
- Mettre fin aux accords de libre-échange et d'investissements qui encouragent les profits commerciaux internationaux, minent les populations qui travaillent, détruisent la nature, et réduisent considérablement la capacité des populations à définir leurs propres priorités économiques, sociales et environnementales.

Traitement préventif

En plus d'identifier les bonnes et les mauvaises prescriptions, il est fondamental de nommer la maladie qui provoque et génère cette fièvre planétaire permanente. Si nous ne le faisons pas, la fièvre ne cessera de s'aggraver d'une manière beaucoup plus agressive. Nous devons évaluer les causes structurelles de la maladie afin de résister à la tempête.

Les scientifiques ont clairement montré que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre a commencé il y a 250 ans avec la révolution industrielle et s'est accélérée au cours du siècle dernier. De cette analyse, il est clair que le modèle industriel extractiviste et productiviste au profit de quelques-uns est la principale cause du problème. Nous devons remplacer le capitalisme par un nouveau système qui vise l'harmonie entre les humains et la nature, et non maintenir un modèle de croissance sans fin que le système capitaliste favorise afin d'accroître les profits. Nous avons besoin d'un système qui lie le changement climatique et les droits humains, assurant la protection des populations les plus vulnérables, comme les migrants, et reconnaissant les droits des populations autochtones.

La Terre-Mère et ses ressources naturelles ne peuvent pas supporter les besoins de surconsommation et de surproduction de la société industrielle moderne globalisée. Nous avons besoin d'un nouveau système qui réponde aux besoins de la majorité et non de quelques-uns. Pour aller dans ce sens, nous avons besoin d'une redistribution de la richesse qui est aujourd'hui contrôlée par 1% de la population mondiale. En retour, cela exige une nouvelle définition du bien-être et de la prospérité sur la planète, dans le cadre des limites et de la reconnaissance des droits de la Nature. Pour conclure, nous avons besoin de nous organiser et de nous mobiliser en Septembre, à New York et partout sur la planète, pour impulser un processus de transformation des causes structurelles de la crise climatique.

<http://climatespace2013.wordpress.com/2014/09/16/se-mobiliser-et-sorganiser-pour-eviter-et-stopper-la-fièvre-de-la-planète/>

Point de vue d'ATTAC

<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37/article/nouveaux-mecanismes-financiers> «

Ainsi, la feuille de route du sommet sur le secteur des financements donne la priorité à la finance internationale pour financer la lutte contre le dérèglement climatique. Du côté de l'agriculture, il est prévu de lancer une nouvelle Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, que le gouvernement français envisage de rejoindre. Le Sommet fera la promotion de la très discutée initiative « Energie renouvelable pour tous » (p.10), et cherchera à étendre les très controversés programmes REDD+ en matière de lutte contre la déforestation. D'une manière générale, Ban Ki-moon propose ainsi de renforcer la prééminence du rôle donné aux multinationales, aux investissements privés et aux mécanismes de marché, dans la lutte contre les dérèglements climatiques. Ces propositions illustrent la main-mise du secteur privé sur l'ONU et sur les négociations climatiques au sein desquelles on observe une tendance dangereuse positionnant ouvertement les entreprises au coeur du processus de prise de décision et de financement : de plus en plus de décisions, largement orientées par les intérêts du secteur privé, leur sont favorables, au détriment de la mise en œuvre de mesures qui soient à la hauteur des enjeux »

- [Article dans Mediapart](#)

"Le slogan de la manifestation du 21 septembre pourrait ainsi être reformulé : « pour que tout change, nous avons besoin de monde... mais tout le monde n'a pas intérêt à ce que tout change ». Il est à cet égard urgent de repenser les stratégies de la société civile. Face à des États qui, pour l'heure, se soumettent largement aux velléités dérégulatrices (dont TAFTA ou les politiques d'austérité ne sont que les derniers avatars en date), il est indispensables d'ajuster les revendications. Plutôt que d'espérer un « grand soir » du carbone, et laisser croire que les 192 États membres de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques pourraient, d'ici à fin 2015, s'accorder sur une réorientation aussi brusque que radicale de leurs politiques économiques, fassent le choix de la régulation, et s'engagent avec volontarisme dans la voie de la transition vers une société juste et durable, nous devrions sans doute nous montrer plus réalistes : faire campagne pour que soient supprimées toutes les mesures qui favorisent les industries polluantes contre les initiatives de transition ; exiger un moratoire sur l'ensemble des traités et accords internationaux qui ne feraient pas de la justice environnementale et climatique une priorité par rapport aux impératifs économiques et financiers. Ces blocages invitent en outre à changer de cible, et à s'attaquer directement aux émissions des grandes entreprises".

Point de vue du Réseau Action Climat

"En tant qu'Etat, la France doit agir au niveau national pour une vraie transition écologique. En tant que présidente de la conférence qui doit sceller un accord à Paris, fin 2015, elle se doit d'être crédible et exemplaire. Le sommet de Ban Ki Moon, c'est le moment d'engager la France - son président, son gouvernement et ses citoyens - sur un agenda des VRAIES solutions aux changements climatiques. En arrêtant définitivement de subventionner et d'investir dans les énergies fossiles. En s'engageant notamment fortement à investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. En finançant l'adaptation aux changements climatiques au sud. En défendant des politiques européennes suffisamment ambitieuses".

- [Dossier et propositions](#)

